

CCFD-TERRE SOLIDAIRE - Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement

Le CCFD-terre solidaire est une association de Solidarité Internationale créée en 1961, par des mouvements et services d'Eglise et les évêques de France, pour répondre à l'appel lancé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et relayé par le pape Jean XXIII pour lutter contre la faim dans le monde.

Aujourd'hui, sa mission est de lutter **contre les causes structurelles de la faim** dans le monde. Pour cela, le CCFD-Terre Solidaire a choisi d'agir à travers une démarche de partenariat avec des acteurs locaux de développement qui œuvrent pour construire des sociétés plus justes dans les pays du Sud et de l'Est.

Trois modes d'action :

- **le soutien financier à des projets** concrets initiés par nos partenaires pour améliorer les conditions de vie des populations les plus démunies,
- **le plaidoyer** : intervention auprès des responsables politiques et économiques pour que leur décisions prennent en compte les intérêts des populations du sud,
- **la sensibilisation** chez nous en France, auprès des publics jeunes et adultes (conférences,



interventions dans les établissements scolaires -

En 2014/2015 : dans le Morbihan : 1 933 élèves rencontrés, répartis en 81 classes : soit 161 heures d'animation.

Thèmes développés : - la souveraineté alimentaire - l'hyper consommation - le partage des richesses - l'égalité femmes/hommes.

Sur le secteur de PONTIVY – NOYAL PONTIVY, une équipe se retrouve pour diverses actions, notamment pendant le Carême : animation de la messe du 5ème dimanche, soirée réflexion-bol de riz, accueil du Partenaire, randonnée solidaire.

Pour financer les projets des associations partenaires diverses activités sont également organisées : collectes de journaux, concerts....



Exemples de Partenariat

Au Brésil, la réinsertion passe aussi par la revalorisation des déchets

Basé à Campina Grande, dans l'état de la Paraíba,

au nord-est du Brésil, le Centre d'Action Culturelle (Centrac), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, se mobilise pour que les personnes exclues des processus de participation et d'inclusion sociale, puissent participer à l'élaboration des politiques publiques.

Il y a sept ans, l'horizon de Lourdes et Socorro se limitait à la décharge publique de Campina Grande, au cœur de l'Etat de Paraiba, au nord-est du Brésil. Plastique, aluminium, métaux... Plus de quatorze heures par jour, ces deux amies, la quarantaine, cherchaient dans des montagnes d'ordures ce qui pouvait être recyclable. Gagnant à peine de quoi se nourrir, elles « vivaient » dans une baraque composée de planches de bois et de tôles ondulées, à la lisière de la décharge. « *La vie était très dure, se souvient Lourdes. On était pauvres et, surtout, pour la plupart des gens, on n'existait pas. On était comme des ombres.* »

En 2008, tout change. Avec l'appui, notamment, du Centre d'Action Culturelle (Centrac), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, une vingtaine de « récupérateurs de matériels recyclables » créent la Coopérative « Catamais » (« récupère plus »). Objectifs ? « *Sensibiliser les habitants de Campina Grande sur l'importance du tri sélectif des déchets et développer la commercialisation de ces matières recyclées pour offrir aux sociétaires de la coopérative et à leurs familles une meilleure qualité de vie.* »

Outre la constitution d'associations de récupérateurs de déchets recyclables, nous avons développé une démarche de valorisation du travail domestique en collaboration avec le Secrétariat Spécial des Politiques pour les Femmes. Enfin, nous travaillons également au programme de mise en place de citernes destinées à récupérer les eaux de pluie, tant pour les besoins domestiques que pour le développement de l'agriculture familiale, dans la région semi aride de l'État de la Paraiba. » Une petite révolution dans l'histoire de Centrac.

L'expérience menée avec Lourdes, Socorro et les autres femmes de la coopérative « Catamais » est fait d'ailleurs figure de symbole. « C'est une grande satisfaction, car nous sommes parvenus à donner une visibilité à une catégorie de la population particulièrement marginalisée, et qui plus est des femmes, s'enthousiasme la Coordinatrice du Centrac.

Au Paraguay : aider de jeunes producteurs agricoles à l'indépendance



L'action du MJCC, partenaire du CCFD-Terre Solidaire, vise à renforcer les organisations paysannes pour qu'elles soient des vis-à-vis solides face au pouvoir, capables de promouvoir une agriculture familiale respectueuse de l'environnement.

Avec 60 % de pauvreté en zone rurale, le Paraguay est dans une situation socio-économique très préoccupante. Grand producteur et exportateur de soja, le pays connaît une expansion fulgurante de cette monoculture bien souvent transgénique et « agrottoxique ». Ce modèle de production crée des richesses au bénéfice d'une oligarchie terrienne et commerçante et pénalise les petits producteurs et les paysans sans terre. On peut observer un dérèglement environnemental mais surtout social qui a pour conséquence d'augmenter la pauvreté entraînant l'expulsion de milliers de familles rurales vers des zones urbaines. L'absence d'une politique de développement

rural et de mesures favorisant l'accès à la terre rend les jeunes agriculteurs particulièrement vulnérables. C'est pourquoi, les partenaires du CCFD-Terre Solidaire : SEPA (ONG d'accompagnement technique) et le MJCC (Movimiento de los Jovenes Campesinos Cristianos, mouvement des jeunes paysans chrétiens) se mobilisent pour trouver des alternatives afin d'aider ces jeunes producteurs.

L'association SEPA accompagne de nombreux groupes de producteurs dans l'utilisation de techniques agroécologiques. Celles-ci permettent la valorisation des connaissances accumulées et l'utilisation de toutes les ressources agricoles de la ferme pour ainsi limiter la dépendance. Mais les pratiques agroécologiques s'observent sur le moyen et surtout sur le long terme. Cependant, pour les associations SEPA et MJCC, il est capital de montrer qu'il est possible de vivre de cette activité, en travaillant sur la valorisation d'une production déjà existante et très diversifiée.

Un groupe d'agriculteurs du MJCC du village de Santa Rosa a décidé de redynamiser la production du « cedrón » (citronnelle) dont la culture est traditionnellement réservée aux jeunes. La citronnelle est vendue fraîche à des collecteurs intermédiaires pour environ 0.50 € le kilo. Avec l'appui du CCFD-Terre Solidaire, un terrain a été acheté pour y installer une presse. Cette machine permettra alors de vendre la citronnelle 4 fois plus cher.

Au Mali, plusieurs milliers d'agriculteurs convertis à l'agro-écologie

Le RHK (Réseaux des Horticulteurs de Kayes) est un réseau de 180 associations de maraîchers spécialisées dans la culture maraîchère en région de Kayes, au MALI. Malgré l'environnement climatique défavorisé, il arrive à créer une alternative économique afin de fructifier l'épargne des immigrés et apporter un revenu complémentaire aux femmes.



« Mamadou Camara me fait visiter son exploitation située le long du fleuve Sénégal. C'est le début de la saison des pluies et le terrain est rempli de plants de poivrons, de tomates, de courgettes. Deux ouvriers mettent en terre des plants de choux. Ingénieur agricole, il aurait pu devenir fonctionnaire, mais il a préféré reprendre un lopin de terre familial d'un demi-hectare et se lancer dans le maraîchage. À force de courage et de persévérance, il en possède aujourd'hui six. Passionné d'agro-écologie, on ne trouve chez lui ni pesticides, ni herbicides, ni engrais. Pas de semences génétiquement modifiées non plus. Mais une agriculture respectueuse de l'écosystème et des savoirs traditionnels.

Mamadou Camara est membre du Bureau du Réseau d'horticulteurs de Kayes (RHK), un

collectif d'une centaine d'associations d'agriculteurs de la région de Kayes, dans le sud-ouest du Mali, créé avec le soutien du Groupe de recherches et de réalisations pour le développement rural, le GRDR et soutenu par le CCFD-Terre Solidaire depuis ses débuts, en 2006. Présent dans les sept départements, de la région de Kayes, le RHK regroupe 23 000 maraîchers et horticulteurs qui, depuis 5 ans se convertissent à l'agro-écologie.

Les responsables, membres du Bureau du RHK m'expliquent les raisons de cette évolution. Mamadou Diallo, le président, précise qu'ils ont été plusieurs du RHK à participer à une formation sur l'agro-écologie organisée à Trougoubé, près de la frontière avec la Mauritanie, et que cela a fait écho à des questions qu'ils se posaient. « Ces dernières années, de nouvelles maladies sont apparues. On se doutait que cela venait de notre alimentation, en particulier des légumes », rappelle-t-il. « On avait essayé des semences hybrides d'oignons censées résister mieux à la sécheresse, mais cela n'a pas marché. »

« Nous, les femmes, nous n'avons jamais utilisé de pesticides ! », lance Mariam qui m'explique ensuite comment élaborer des « herbicides naturels » à base de fiente de poules, comment des solutions à base de feuilles de certains arbres peuvent éloigner les rongeurs. Autant de concoctions bien connues de leurs mères et grands-mères. Mamadou Camara renchérit : pour préparer ses traitements, il utilise une solution de déjections de canards recueillies dans une bassine et tamisées chaque semaine. Cette solution s'avère d'une grande efficacité pour éloigner les nuisibles.

Car avec l'agro-écologie, les maraîchers retrouvent des savoirs-faire connus à travers la transmission familiale mais qu'ils avaient abandonnés. C'est le cas de l'élaboration de compost, de l'utilisation des bouses de vaches, des crottes de chèvres ou de mouton pour la fumure, des préparations d'herbicides naturels. Ou de l'utilisation de semences traditionnelles. Celle d'oignon violet de Galmi, un oignon rouge, est ainsi en train d'être produite à Kayes et le RHK a été le premier à se mettre à cette production. Mamadou m'emmène voir l'endroit où il stocke des oignons rouges qui ont été ramassés... il y a déjà plusieurs semaines. Ceux qu'il a récoltés à partir de semences traditionnelles se conservent bien plus longtemps et avec moins de pertes que ceux cultivés à partir de bulbes hybrides.

Le RHK cherche maintenant à promouvoir la consommation biologique dans la grande ville de Kayes et à développer la formation de ses membres en agro-écologie tropicale à travers des sessions de formations qui ont lieu depuis 2009. Issiaka, le responsable des quatre salariés du RHK, souligne que l'une des formations les plus importantes est celle sur la constitution de fumures organiques de qualité. C'est celle que finance actuellement le CCFD-Terre Solidaire pour 450 maraîchers de cinq cercles de la région. Il s'agit d'apprendre à associer l'élevage de petits ruminants et de volailles au système de production afin de constituer une fumure organique de qualité et en quantité. Pour ce faire, vingt-et-un champs écoles sont mis en place pour la pratique (14 avec 4 têtes de moutons, 7 avec 50 poules et coq) et quinze producteurs deviendront à leur tour des formateurs.

À travers la qualité de la fumure, c'est l'amélioration de la production horticole qui est en jeu dans la région de Kayes. Or ce sont ces horticulteurs qui assurent l'approvisionnement des villes en fruits et légumes donc, la sécurité alimentaire de la région. On comprend l'intérêt croissant des paysans maliens pour l'agro-écologie, intérêt qui me sera d'ailleurs confirmé, à Bamako, par la Coordination nationale des organisations de producteurs (CNOP).

Compte rendu de Bernard Pinaud, délégué général du CCFD-Terre Solidaire, de retour d'une mission au Mali où il a rencontré les membres du Réseau d'horticulteurs de Kayes - Oui, vraiment, l'agro-écologie se développe au Mali et dans plusieurs pays d'Afrique! »

« Le chrétien ne peut se contenter d'agir pour secourir les détreffes une par une ; il doit travailler à ce que les structures (politiques, économiques, juridiques...) de notre société fonctionnent davantage en vue du « bien commun ». »

Commentaire Discours du Pape François aux Mouvements Populaires – Octobre 2014

site CCFD - Morbihan <http://ccfd56.fr>

site national : <http://ccfd-terresolidaire.org>

Référentes du secteur :

Marie Thé LE BELLER – Tél. 06 72 98 06 73 – mail : mariethe.lebeller@hotmail.fr

Thérèse LE PRIOL - therese.le-priol@orange.fr